



Le temps des pionniers est bien passé, pourtant les problèmes sont restés (presque) les mêmes.

(photo: Centenaire Esch)

KULTURFABRIK

Culture dans l'étau

Ces derniers temps, quand on parle Kulturfabrik, on parle crise. C'est loin d'être nouveau pour cet établissement. Pourtant les choses ne devraient pas en être forcément à ce point.

"Chaque révolution s'évapore en laissant derrière elle une nouvelle bureaucratie", écrivait Kafka. Ce qui est vrai pour les grands événements du vingtième siècle, est aussi vérifiable à un niveau plus modeste, comme le montre l'exemple de la Kulturfabrik à Esch, qui après quelques années pendant lesquelles on aurait presque oublié les débuts précaires du projet, est à nouveau menacée. Pourtant, on aurait pu penser qu'après que cet abattoir squatté fût introduit dans la sphère des lieux huppés et envahi par des spectacles plutôt grand public, les jours dangereux appartiendraient au passé.

Les faits sont relativement simples: l'argent manque dans les caisses de la Kulturfabrik. "Si, sur 1,4 millions d'euros de budget que j'ai par an, j'enlève tous les frais, il me reste exactement la somme de 46.000 euros pour les programmations", explique Serge Basso, le directeur de la Kulturfabrik. Ce qui, avec des frais moyens de 6.800 euros par manifestation, cachets d'artistes compris, ne mène vraiment pas loin. "C'est pourquoi nous ne pouvons pas programmer tout ce que nous désirons", ajoute-t-il, "et il est vrai qu'avec les autres institutions culturelles qui ont vu le jour ces dernières années, comme Neumünster ou la Rockhal, les prix des cachets ont encore augmentés."

En plus de cela il manque 150.000 euros dans les caisses. "J'avais prévenu le conseil d'administration, la mairie et le ministère de la culture en mars 2005, qu'il y aurait un trou de cette envergure dans mon budget. Tout le monde était donc au courant", raconte Serge Basso. Le ministère a réagi et promis une rallonge budgétaire de 150.000 euros, de l'argent prêt à être versé à une seule condition: que la mairie fasse de même.

Plus de trou à rats

Car, en raison de la convention paritaire qui relie les trois partenaires, la ville d'Esch doit payer les mêmes sommes que l'Etat. Mais à la mairie on ne l'entend pas de la même oreille. "La municipalité d'Esch a été mise devant le fait accompli", explique Christian Ginter, le président socialiste de la commission culturelle de la ville. "Il ne faut pas oublier que le budget de la Kulturfabrik a triplé ces dernières années et qu'en cours de route on se rend compte qu'il y a un problème", précise-t-il. Cependant, la commission culturelle est prête à aider l'ancien abattoir à sortir de l'impasse. La semaine prochaine aura lieu une réunion avec l'échevin Jean Tonnar du LSAP, qui expliquera la situation en détail à la commission "et puis on verra ce qu'on pourra faire. De toute façon l'impact d'une commis-

sion consultative comme la nôtre n'est pas très grand", poursuit-il. Aux observateurs extérieurs, une autre question se pose: pourquoi maintenant? Si, au mois de mai un éditorial du Tageblatt avait créé quelques remous, l'affaire s'en était arrêtée là. Ce n'est qu'après la récupération par l'opposition chrétienne-sociale du thème, en outre par une lettre du conseiller communal Frunnes Maroldt et une tribune tribune d'Erna Hennicot-Schoepges dans "Le Jeudi", que la Kulturfabrik a refait surface dans les débats. Bien sûr, dans le jeu politique rien n'est laissé au hasard et on ne peut pas croire que toutes les prises de position sont purement désintéressées. Pourtant le conseiller Maroldt dément toute volonté de récupération: "C'est une affaire d'interprétation. J'ai des attaches très profondes avec la Kufa. La première pièce qui y a été montée dans les années 80, a été organisée par mon frère. En plus, lorsque j'étais échevin de la ville sous l'ancien bourgmestre François Schaack, j'avais décidé d'aider le projet." Et le fameux "trou à rats", d'après l'expression du conservateur Adolphe Jung, qui a à jamais dissocié CSV et Kulturfabrik? - "Je ne suis pas Adolphe Jung et je n'ai jamais été d'accord sur ce point là", rétorque-t-il.

Selon Frunnes Maroldt, le scandale se situerait à un autre

niveau: "Si je pense que la moitié du budget alloué à un événement unique comme la venue d'André Heller suffirait à tirer la Kulturfabrik du pétrin, je ne comprends pas les agissements de la mairie." Et de renchérir sur toutes sortes de dépenses douteuses qui auraient été faites par la maire socialiste pour des frais de communication ou de voyage. A la question pourquoi Maroldt ne passerait pas un coup de fil à son ministre de la culture, qui de surcroît est aussi eschois, pour débloquer l'argent et dépasser la convention qui lie la commune à l'Etat, il invoque le risque d'un précédent dangereux: "Si on fait ça, nous devons céder à chaque fois qu'une institution culturelle est dans une situation semblable." Donc, pas d'Extrawurscht" pour la Kufa.

Reste la question essentielle: comment la mairie peut-elle dépenser des millions pour fêter son centenaire, alors qu'une de ses institutions culturelles les plus importantes et les plus évoluées - car il ne faut pas oublier le travail de networking en Grande Région déjà accompli, un atout qui manque encore à la Rockhal par exemple - est à la dérive?

"C'est une question de détail", répond Christian Ginter", il est vrai que la somme demandée par la Kulturfabrik est minimale par rapport au budget alloué au centenaire, mais nous ne pouvons pas décider cela sur le coup." Finalement tout le monde veut secourir la Kufa, mais personne n'y arrive vraiment. Entretemps, la mairie, sous pression, se défend. En outre en accusant Serge Basso de mauvaise gestion.

"J'ai sorti cet établissement de la dette", se défend l'intéressé, "en trois ans j'ai réduit la dette de 210.000 euros à 18.000 euros, ce qui, tout compte fait, n'est déjà pas mal. De toute façon, le conseil administratif de la Kulturfabrik me soutient et approuve mes budgets. Quand j'ai commencé ici, on m'a demandé de valoriser le lieu et je n'ai rien fait d'autre."

Tout le monde veut aider

Ce qui est vrai. La Kulturfabrik sous l'ère Basso a changé de visage. Même si la Kufa n'est pas au goût de tout le monde, comme l'ont écrit les tontons flingueurs du Feierkrop, elle reste un des seuls lieux de culture alternative dans le sud du pays et même au delà des frontières, car une bonne partie de la clientèle vient de France, de Belgique et même d'Allemagne.

Il est donc essentiel de la préserver et surtout de la développer. L'heure de la reprise de la lutte a-t-elle donc sonné? Va-t-on voir des sit-ins dans la rue de Luxembourg à nouveau, cette fois avec le soutien des conservateurs? Non, d'après Serge Basso: "Je suis pour le dialogue, et je crois qu'on peut parler de tout. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le jeu politique, ni de chercher le conflit".

Mais, même si la Kulturfabrik va rester - ce qui semble acquis, car elle a déjà vu pire - un autre problème reste: au-delà de la survie, il y a la vie. Et qui dit vie, dit développement. Pour l'instant, la Kulturfabrik n'a pas vraiment les moyens d'évoluer. Certes, il y a des projets comme le nouveau Rate-lach et le partenariat avec la Roumanie en 2007, mais tout cela a un coût. "Je suis forcé de me conduire en patron de droite libérale avec mon personnel", ironise Basso. "Je les exploite. Et une des raisons pour lesquelles le budget pour les spectacles est tellement maigre, c'est une petite augmentation que j'ai faite à mon personnel, pour qu'ils se rapprochent au moins des paies d'autres établissements. En fin de compte, ce que je voudrais, ce serait donner à mon équipe un peu plus ce qu'elle mérite, financièrement mais aussi du côté des spectacles. Car c'est leur métier après tout."

Luc Caregari